

latif à la production de défense n'était rien à côté de cela, n'a pas dit un seul mot au cours du présent débat. Il s'agit du député d'Assiniboia. Ce silence vient-il de ce que le député représente ici la circonscription que représente le premier ministre à l'assemblée législative de la Saskatchewan? Le premier ministre a peut-être dit qu'il tient à ce que le pipe-line soit aménagé, mais les cécéfistes font ici la lutte et voudraient que ce soit une entreprise d'État. En tout cas, la forte majorité libérale permettra d'adopter la mesure.

Les députés de Spadina et de Peel ont montré qu'ils ne connaissent rien en fait de gaz naturel. Ils ont dit des choses qui montrent qu'ils ne se sont jamais servi du gaz, qu'ils n'ont jamais vu comment on peut le produire et qu'ils ne savent guère à quoi il peut servir. Tout en me rendant bien compte que certains ont posé des questions parce qu'il s'agissait d'un domaine nouveau pour eux, je n'ai pas pu m'empêcher d'avoir bien des fois l'impression qu'ils parlaient au travers d'un tuyau à gaz. Ils marchaient à l'aveuglette en ce qui concerne cette affaire. On a laissé entendre plusieurs fois que cette entreprise devrait être un placement canadien.

Les conservateurs en particulier et la CCF ont déclaré que le Canada devrait aménager ce pipe-line. Ils ont dit: "Nous le voulons pour les Canadiens et pour eux seuls." Aucun parti à la Chambre ne désire plus que le nôtre que tous les Canadiens aient le privilège d'utiliser du gaz naturel, car bon nombre d'entre nous ont eu l'expérience des avantages du gaz naturel dans notre région. J'ai hâte que la canalisation de la *Westcoast Transmission* soit aménagée dans ma région, pour jouir encore de ces avantages.

Je vais citer le discours du représentant de Spadina, qui figure dans le *hansard* d'hier. Il a déclaré au sujet des placements:

Je m'occupe d'hypothèques depuis longtemps. Je sais pourquoi ces gens ne veulent pas y placer leur argent et je les comprends facilement. Personne ne sait rien de rien. Et pourtant, le Gouvernement veut que nous les Canadiens nous plaçons de l'argent dans cette affaire. Je n'y toucherais même pas avec une perche de dix pieds.

Voilà un canadien honorable qui déclare qu'il n'y toucherait pas avec une perche de dix pieds. D'une part, il réclame à cor et à cri pour les Canadiens le droit ou le privilège de placer des capitaux dans un pipe-line canadien. D'autre part, il dit que notre pays n'a pas l'argent nécessaire. Faisons des placements. Voilà ce qu'on dit. Plaçons des capitaux. Et pourquoi? Uniquement à des fins politiques.

C'est tout ce qui est venu du côté de la Chambre qui s'oppose au bill. Le grand parti

[M. Hahn.]

conservateur, ou plutôt celui qui fut le grand parti conservateur, devrais-je probablement dire, se fait entendre à la Chambre jour après jour. Et il prétend, pour des fins politiques que c'est pour les Canadiens. Nous voulons, disent ses membres, que cette entreprise soit pour les Canadiens exclusivement. Les Canadiens ont la chance de placer des capitaux jusqu'à concurrence de 51 p. 100 dans cette entreprise. On a même parlé de 60 p. 100! Et pourtant, ceux qui ont de l'argent ne sont pas disposés à y mettre 10c. Les grands champions de l'évolution du mode de vie canadien, les grands parlementaires, ont fait tout ce qu'ils ont pu à maintes et maintes reprises, et de propos délibéré, pour se faire expulser de la Chambre par le président qu'ils avaient défié.

Nul n'aime mieux la liberté et ne la veut plus que moi, mais j'estime, en même temps, qu'il y a un temps et une place pour chaque chose. Au début de la discussion, nous nous sommes opposés à la clôture et nous le ferions encore en pareilles circonstances. Nous nous opposerions, avec les membres de l'opposition, à l'application de la clôture, si les députés avaient consacré leur temps à débattre le bill. Nous avons passé deux jours à ne parler que de règles de procédure.

Il appartient à l'opposition, je le concède, de protéger nos droits. Je suis aussi convaincu que je dois faire mon choix entre les deux éléments d'une alternative. Nous voulons que le bill soit adopté dans l'intérêt de la population et nous pouvons montrer notre bonne foi en n'appuyant pas la clôture, comme nous l'avons fait au début, et en donnant au Gouvernement l'occasion de mettre la mesure en délibération afin qu'on examine le bill, pour dire ensuite à la population à quel point le Gouvernement se montre arrogant et comme il faut réduire sa majorité ou l'éliminer tout simplement. Certes, nous n'avons pas lieu de recourir aux méthodes employées ici jour après jour, surtout après que le premier ministre a eu l'obligeance de dire que ceux d'entre nous qui appuient le bill consentent à siéger ici mercredi soir et toute la journée samedi.

On remarquera qu'aucun membre du Crédit social n'a pris la parole hier. Pourquoi? Parce que nous avons voulu donner à l'opposition une chance de parler du bill. Qu'ont fait ses membres? Ils ont presque toujours parlé du bâillon et de la procédure parlementaire. Voici où en sont les choses: l'opposition ne veut pas que soit aménagé ce pipe-line. Il s'est dit maints enfantillages de ce côté-ci de la Chambre: "On peut bien renvoyer à une couple d'années l'adoption de ce projet de loi relatif à un pipe-line. La question n'a pas grande importance pour les Canadiens." Je vais leur parler du rapport de